

*Subsides*

Je mentionnerai tout d'abord que l'année 1980 aurait dû être une bonne année en ce qui concerne les prix du marché—j'insiste sur le mot «aurait dû»—ne serait-ce qu'en raison de l'état de notre cheptel bovin. Nos troupeaux d'élevage—les vaches et les génisses de remplacement—commencent tout juste à s'accroître. Cette phase du cycle aurait dû se produire il y a deux ou trois ans. Cette irrégularité de la courbe cyclique a dû causer toutes sortes de problèmes aux statisticiens et à ceux qui font des prévisions pour les industries, en particulier celle de l'élevage du bétail.

Les approvisionnements de bœuf en 1980 n'ont pas été énormes. En fait, ils ont descendus à environ 91 livres par habitant, soit au moins 22 livres de moins par habitant, par rapport aux années où ils étaient les plus forts, soit 1977-1978. Mais 1980 n'a pas été une très bonne année pour la plupart des éleveurs, tant les naisseurs que les engraisseurs. En fait, elle a été décevante pour cinq raisons ou facteurs différents.

Premièrement, et c'est peut-être le plus important, nous avons connu un record en matière d'approvisionnement concurrentiel de volaille et de porc. Pour la première fois de notre histoire, les producteurs de porc canadiens ont dépassé, ou dépasseront, la production canadienne de bœuf. Lorsque j'ai découvert ces données pour la première fois, j'ai eu du mal à les croire. Cela montre bien ce que peuvent faire les approvisionnements. Pendant un certain temps, le prix du porc sur pied était, à la livre, deux fois moins élevé, et parfois encore moins, que le prix du bœuf sur pied. Rien d'étonnant à ce que la consommation du porc ait augmenté rapidement et que les prix du bœuf n'aient pas suivi la diminution des approvisionnements, comme c'est le cas traditionnellement.

Le deuxième facteur a été la sécheresse dans l'Ouest. Le ministre m'en a entendu parler bien des fois, tant à la Chambre qu'au comité, aussi dirais-je simplement qu'elle a été très grave pendant les six premiers mois de l'année dans la majeure partie de l'Ouest. Cette sécheresse a suivi celle de l'hiver précédent, où l'absence de neige n'a pas produit l'humidité si nécessaire dans l'Ouest du pays pour favoriser la pousse de printemps et, dans le cas de ma région, pour permettre à l'herbe de pousser et de lancer les récoltes de foin. En avril, mai et juin, un nombre important de bouvillons et de génisses d'un an ont dû aller dans des parcs d'engraissement. En temps normal, ils n'y vont pas avant l'automne. Six mois plus tôt que de coutume, un grand nombre d'entre eux ont dû être déplacés à cause de la sécheresse. Même les vaches et les veaux commençaient à gagner les marchés. C'est tout à fait inhabituel au début de la saison des cultures.

Quand les pluies ont fini par arriver, c'était trop tard pour les foins. Je parle actuellement de la source traditionnelle de foin dans les élevages, qui proviennent de programmes de crues, de petits projets d'irrigation et ainsi de suite. Comme il n'a pas beaucoup neigé et que la pluie est venue trop tard, il n'y a pas eu suffisamment d'humidité pour assurer une bonne récolte de foin. Dans mon cas, nous avons réussi à faire 5,000 balles de foin, non pas les grosses balles nouvelles mais les petites balles traditionnelles, alors que l'an passé nous en avions 45,000. Cela donne une idée des conséquences de ces six mois de sécheresse.

● (1820)

L'autre facteur qui entre en jeu, c'est la double augmentation des taux d'intérêt. La première fois, ils sont passés de 11 à 18 p. 100; c'était au printemps dernier. Depuis, ils sont de nouveau à 15½ p. 100. Il est évident, de plus, qu'ils sont encore à la hausse. A cause de ces taux d'intérêt record, les producteurs de fourrage ont essuyé des pertes sans précédent. On comprend donc facilement leur nervosité.

Quatrièmement, l'élevage bovin subit les contrecoups de la récession nord-américaine. Je n'aime pas le dire, mais je crains que nous soyons encore en pleine récession. Notre taux de chômage est très élevé et continue de monter, le taux d'inflation dépasse 10 p. 100 et il y a eu un véritable recul des revenus des consommateurs qui s'est traduit par une diminution de la consommation.

Cinquièmement, le prix du grain de provende augmente sans cesse, surtout celui de l'orge en Alberta et du maïs dans le Centre. Cela, ajouté à la hausse des taux d'intérêt, a fait du premier semestre de 1980 une période catastrophique pour ce qui est du fourrage, non seulement dans le centre du pays mais très certainement dans l'Ouest. Le premier semestre a été affreux dans le secteur du fourrage. Je doute que les producteurs puissent compenser leurs pertes d'ici à la fin de l'année.

Ces cinq facteurs mis ensemble ont miné la confiance des éleveurs et des producteurs de fourrage en 1980. Il ne faut pas oublier non plus que les éleveurs avaient été victimes d'une chute des prix qui allait durer quatre ans, au milieu des années 1970. A mon avis, la conséquence la plus visible et la plus grave de ce manque de confiance des éleveurs de bovins a été un retard de deux à trois ans dans le développement du cheptel d'élevage. Je ne parle que des bovins.

Vendredi dernier, il s'est tenu à Calgary un colloque agricole d'une journée, parrainé par le Canada West Foundation, portant sur les perspectives agricoles du Canada pour les dix prochaines années. Le doyen de la faculté d'agriculture de l'université de la Saskatchewan, le très respecté Jake Brown, a alors déclaré qu'il était fort peu probable que le Canada puisse cesser d'être un importateur net de bœuf d'ici à 1990, à cause justement de ce manque de confiance dans l'avenir de nos éleveurs de bovins.

Le ministre de l'Agriculture assistait à cette réunion. Il doit être au courant de cette perte de confiance. Le ministre a pris la parole à ce déjeuner-causerie mais il n'a probablement pas entendu les observations du doyen Brown. Je lui recommande de les lire. J'espère qu'il étudiera attentivement tout le rapport du groupe de travail ou qu'il en fera au moins faire l'étude par ses collaborateurs, car c'est un rapport assez volumineux. Il est très actuel et traite des perspectives pour la décennie qui commence.

Il y a certaines autres mesures que le ministre pourrait envisager pour redonner aux éleveurs de bovins la confiance qu'ils ont perdue. Par exemple, il reste à donner une orientation au programme fédéral d'aide aux victimes de la sécheresse. Le ministre se rappelle que les 67 millions de dollars d'aide pour l'entretien et l'alimentation des troupeaux devaient aller aux régions de l'Ouest qui avaient souffert de la sécheresse et, pour citer un communiqué à ce sujet, que «des parties de l'Alberta» devaient en bénéficier.